

Le statut juridique de l'eau Ã l'Ã©preuve des exigences environnementales

Se situant au croisement des enjeux Ã©cologiques, Ã©conomiques, politiques et juridique, cet ouvrage de Julia Gudefin intÃ©ressera tous les acteurs de la sociÃ©tÃ© : Ã©lus, services d'Ã©tat, professionnels et techniciens de l'eau et de l'environnement, associations de protection de l'environnement. Aux Ã©ditions Johanet, janvier 2015.

Titre

Le statut juridique de l'eau Ã l'Ã©preuve des exigences environnementales

Auteur

Julia Gudefin

Ã©diteur

Ã©ditions Johanet

ISBN

979-10-91089-18-0

Pages

860

Sortie

janvier 2015

Prix

68.01 euros

Julia GUDEFIN

Confrontant les exigences de protection de l'eau à ses catégories juridiques, ce livre, récompensé par la mention au prix de Thèse des entreprises 2014 de l'Association française des docteurs en droit, analyse l'évolution du statut juridique de l'eau. L'ouvrage se situe donc au croisement de plusieurs enjeux - écologiques, économiques, politiques et juridiques - qui intéresseront tous les acteurs de la société : élus, services concentrés de l'État, professionnels et techniciens de l'eau et de l'environnement, associations de protection de l'environnement, sans oublier l'ensemble des juristes et les simples citoyens intéressés par ce thème essentiel.

Il révèle que la dynamisation de la protection de l'eau entraîne des incidences sur son statut et implique une appréhension novatrice de la ressource. Ainsi pour la première fois, l'eau est explorée à travers une analyse juridique inédite dans la globalité de ses états physiques et est envisagée dans sa réalité écologique, celle du cycle hydrologique.

L'auteur - Chercheur à l'Institut de droit de l'environnement de l'Université Jean Moulin Lyon 3, Julia Gudefin a obtenu pour cette thèse, soutenue le 9 décembre 2013, le grade de docteur en droit avec la mention très honorable et les félicitations unanimes du jury. Elle a été récompensée pour le présent ouvrage de la mention au prix de Thèse des entreprises 2014 de l'Association française des docteurs en droit.